

SANS PROFESSIONNELS, PAS D'UNIVERSITÉS

AVEC SON BUDGET 2022-2023, QUÉBEC ENTEND SOUTENIR LES ÉTUDIANTS POUR HAUSSER LA DIPLOMATION ET STIMULER L'ÉCONOMIE. MAIS AVEC QUEL PERSONNEL ?

Montréal, le 23 mars 2022 – Injecter dans le réseau universitaire 1,3 G\$ dans les cinq prochaines années : voilà ce que propose le gouvernement du Québec dans son budget 2022-2023. Les dépenses en enseignement supérieur passeront de 8,9 G\$ à 10,8 G\$ d'ici 2024-2025, pour une croissance annuelle moyenne de 7,5 %. Un effort que salue globalement la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU).

Le plan contient en effet plusieurs mesures favorables aux personnes en formation. Mentionnons la réduction de l'endettement (342 M\$), qui aidera à encaisser la hausse de 2,6 % des droits de scolarité récemment annoncée. Les services en appui à la réussite (278 M\$), aux soins de santé mentale (35 M\$) et à l'accueil des gens d'ascendance autochtone (46 M\$) insuffleront aussi de l'oxygène.

Ces objectifs louables reposent cependant en grande partie sur l'apport du personnel professionnel des universités. Or, le Bureau de coopération interuniversitaire estime qu'il manque 500 emplois de ce type au Québec. Psychologues, conseillers aux finances, technopédagogues et autres spécialistes sont sollicités à outrance depuis la pandémie. « Malheureusement, nos membres assument déjà une lourde surcharge de travail pour accompagner la communauté étudiante, déclare Claude Fortin, présidente de la FPPU. Nous regrettons que le plan budgétaire ne prenne pas en compte le personnel requis pour concrétiser sa vision d'avenir. »

La moitié des nouveaux fonds consentis aux universités, soit 634 M\$ sur cinq ans, visent à accroître la diplomation. Le gouvernement espère ainsi contrer la pénurie de main-d'œuvre liée au vieillissement de la population. En 2020, seulement 38 % des Québécois de 25 à 34 ans détenaient un baccalauréat en 2020, contre 44 % des Ontariens. Cet écart mine la croissance économique, une cible majeure du budget.

Par ailleurs, la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2022-2027 profitera d'une injection de 1,3 G\$ en cinq ans. Elle aidera les entreprises à accéder aux experts et appuiera des projets précis. Ainsi, la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, à l'Université de Sherbrooke, recevra 5 M\$. En revanche, les Fonds de recherche du Québec, qui subventionnent chaque étude selon son intérêt, verront leurs budgets rétrécir de 25 à 39 % par la perte de crédits temporaires. Ce recul du principe de la liberté scientifique inquiète la FPPU.

« Malgré ses atouts, ce budget inclut de nombreuses mesures ciblées répondant à une conception utilitariste de la connaissance. Or, l'université ne peut se limiter à fournir les entreprises en main-d'œuvre compétente et en innovations commercialisables », conclut Claude Fortin. — 30 —

À PROPOS

Fondée en 1979, la Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU) représente des membres hautement qualifiés du réseau de l'enseignement supérieur. Elle soutient plus de 2500 personnes réparties en 11 syndicats et associations, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

SOURCE

Claude Fortin, présidente de la FPPU | 819 649-1822 | claudette.fortin@fppu.ca